



# LE QUÉBEC EST KO.

**ENSEMBLE, RELEVONS LE QUÉBEC.  
AU-DELÀ DES CHAMPS DE COMPÉTENCES,  
IL EST URGENT D'AGIR SUR LA CRISE SOCIALE.**

*Plateforme de revendications dans le cadre des élections  
fédérales du Canada de 2025*

*La TNCDC est un réseau national qui, par son expertise, ses actions et son assise locale, joue un rôle incontournable pour améliorer les conditions de vie des gens et atteindre une plus grande justice sociale au Québec.*

*Les CDC sont des actrices de transformation et de développement social qui offrent des services directs aux organismes communautaires et développent des projets structurants pour adresser les enjeux de leur communauté.*

# TABLES DES MATIÈRES



#DeKO  
#àOK

Il est urgent de passer de KO à OK  
Ensemble relevons le Québec!



Le filet social

EST KO.

<b>PRÉAMBULE</b>	<b>4</b>
<b>AGIR SUR LE LOGEMENT SOCIAL ET L'ITINÉRANCE</b>	<b>5</b>
<b>AGIR SUR L'ACCESSIBILITÉ AU TRANSPORT EN COMMUN</b>	<b>6</b>
<b>AGIR SUR LA CRISE SOCIO-ÉCOLOGIQUE</b>	<b>7</b>
<b>AGIR SUR LA FINANCE SOCIALE</b>	<b>8</b>
<b>AGIR SUR LA CONDITION FÉMININE</b>	<b>9</b>
<b>AGIR SUR LES PRÉJUGÉS LIÉS À L'IMMIGRATION</b>	<b>10</b>
<b>À PROPOS</b>	<b>11</b>
<b>RÉFÉRENCES</b>	<b>12</b>

## PRÉAMBULE

Bien que le milieu communautaire soit connu et reconnu pour sa résilience, sa proaction et sa capacité d'adaptation, la crise sociale qui sévit partout au Québec a des effets directs et majeurs sur les organismes communautaires autonomes et les personnes qu'ils rejoignent. Le filet social est endommagé, essoufflé, alors que les besoins sont exacerbés par l'inflation et la hausse des coûts du logement. A défaut d'agir rapidement, les impacts de la crise se feront ressentir longtemps. Encore une fois, ce sont les personnes les plus vulnérables qui sont les premières touchées, majoritairement des personnes pauvres, des femmes et aussi des nouveaux et nouvelles arrivantes.



LE  
QUÉBEC  
EST KO.



Malgré les efforts et les objectifs fixés dans les 20 dernières années, on fait face aujourd'hui à une crise sociale majeure; une situation qui résulte de successions de gouvernements misant sur le court terme, de promesses électorales non tenues, de réformes administratives, etc.

C'est dans ce contexte que la TNCDC voit la nécessité de déployer une grande campagne, en ralliant d'autres partenaires à la cause, relative à l'ampleur et aux dégâts de cette crise sans précédent. Surtout, elle interpelle les personnes élues et les personnes candidates aux élections de tous les partis politiques, afin qu'elles prennent des engagements et adressent véritablement les enjeux majeurs que sont le logement social et l'itinérance, l'accessibilité aux transports en commun, la crise socio-écologique, la finance sociale, la condition féminine et les préjugés liés à l'immigration.

**AU-DELÀ DES CHAMPS DE COMPÉTENCES, C'EST LE TEMPS D'AGIR** pour améliorer les conditions et la qualité de vie vers l'atteinte d'une plus grande justice sociale.

# AGIR SUR LE LOGEMENT SOCIAL ET L'ITINÉRANCE



Le Canada vit une véritable crise du logement! Le taux d'inoccupation a atteint un nouveau creux en 2023 (1,5%) et les loyers moyens n'ont cessé d'augmenter (8%) entre 2022 et 2023 dépassants largement la hausse des revenus des ménages<sup>1</sup>. Le Regroupement des comités de logement et l'association de locataires du Québec, estime qu'entre 2020 et 2024, l'augmentation de loyer pour les logements disponibles a augmenté de 27 % à Montréal et jusqu'à 50 % à Trois-Rivières<sup>2</sup>. Cette situation exacerbe les inégalités et entraîne des conséquences dramatiques pour les personnes les plus vulnérables de notre société, accentuant même la crise de l'itinérance, deux phénomènes intrinsèquement liés<sup>3</sup>. Seulement au Québec, on a pu constater une augmentation de 44 % du nombre de personnes en situation d'itinérance entre 2018 et 2022, date du dernier dénombrement<sup>4</sup>.

Le logement est un des principaux déterminants de la santé des populations et de leur sécurité et si le gouvernement fédéral semble avoir saisi l'urgence, en dévoilant plus tôt cette année son Plan du Canada sur le logement<sup>5</sup>, force est de constater malheureusement que les investissements sont insuffisants.

Pour faire face à l'ampleur de ces crises, accentuées par l'inaction fédérale depuis les années 90 en matière de logement, il faudrait mettre les bouchées doubles et réinvestir massivement dans le logement social et communautaire. À cet égard, un consensus clair se dégage de la part des actrices et acteurs agissant sur cette question au Québec : nous avons besoin **d'atteindre 20 % de logements sociaux et communautaires locatifs d'ici 15 ans** pour faire face à cette crise du logement<sup>6</sup>.



## QUESTION PRINCIPALE

- Pour faire face à cette crise du logement qui frappe le Québec et le Canada, quelle sera votre stratégie pour agrandir le parc de logements à but non lucratif et ainsi assurer un toit décent et abordable à toutes les canadiennes et tous les canadiens ?



## QUESTIONS DE RELANCE

- Les logements sociaux ne se construiront pas du jour au lendemain. En attendant, quels sont vos engagements en regard de [l'Allocation canadienne pour le logement](#), en termes d'accessibilité pour les locataires, mais aussi en termes d'investissement?
- Dans quelle mesure adhérez-vous à la Plateforme [Votez logement](#) mise de l'avant par l'Alliance canadienne pour mettre fin à l'itinérance ?

# AGIR SUR L'ACCESSIBILITÉ AU TRANSPORT EN COMMUN



Un puissant outil à la disposition des différents paliers de gouvernements en matière de lutte contre la pauvreté et la réduction des inégalités sociales est le soutien et le développement de services de transports collectifs abordables et accessibles. Le droit à la mobilité est un droit social. Se mouvoir, c'est être en mesure **de répondre à des besoins sociaux essentiels** : se nourrir, accéder à des soins de santé, s'éduquer, atteindre le marché du travail et prendre part à des activités sociales, culturelles ou de loisirs. Un individu qui n'a pas accès à des infrastructures de transport abordables est susceptible de vivre de l'exclusion et de mettre en péril ses droits les plus fondamentaux.

La mobilité, qui comprend **l'offre de transport (la desserte), l'abordabilité et l'accessibilité universelle** des services, a ainsi un impact considérable sur la qualité de vie des individus<sup>7</sup> et le *nouveau Fonds pour le transport en commun du Canada*<sup>8</sup> semble faire un premier pas pour s'atteler à répondre à ces enjeux. On peut toutefois regretter que les fonds dédiés ne soient débloqués qu'à partir de 2026 et ne soient pas de l'ampleur escompté, en regard de l'urgence sociale et climatique, qui impose des mesures et des fonds immédiats pour y faire face. Il est aussi regrettable que les coûts d'opération des services de transport collectif existants ne soient pas financés<sup>9</sup> alors que c'est pourtant une demande récurrente des infrastructures de transports et des collectifs agissants sur cette question<sup>10</sup>. Il s'agirait également d'une avenue prometteuse pour agir sur l'accessibilité financière du transport en commun.

Rassemblés autour de cette préoccupation centrale, la Coalition nationale pour la tarification sociale en transport (CNTST) est un regroupement d'organismes provinciaux et de groupes régionaux, dont la TNDC est membre, qui propose notamment de financer de façon substantielle et récurrente la mise en place et la pérennisation de mesures de **tarification sociale basée sur le revenu** dans le transport en commun<sup>11</sup>.



## QUESTION PRINCIPALE

- Quels sont les moyens à privilégier afin d'assurer la mobilité de toutes et tous, et particulièrement des personnes les plus vulnérables (les personnes âgées, les plus démunies, les étudiants, les travailleurs précaires), sur l'ensemble du territoire (autant urbain que rural)?



## QUESTIONS DE RELANCE

- Quelles seront vos stratégies afin de tendre vers une tarification sociale, pour que le coût du transport collectif ne soit plus un frein à son utilisation?
- De quelle façon concrète votre gouvernement financera les projets territoriaux de transport collectif ?





Alors que les investissements financiers gouvernementaux en matière de lutte aux changements climatiques sont tournés vers la réduction des gaz à effet de serre et la carboneutralité, nombre d'expertes et experts sur l'évolution du climat estiment déjà que le réchauffement de la planète dépassera les 2,5 degrés Celsius<sup>12</sup>. Il y aura donc des répercussions dramatiques sur l'humanité et il y a urgence de **soutenir l'adaptation et la résilience des communautés**<sup>13</sup>.

Feux de forêts, inondations et pluies abondantes, tempêtes, pluies verglaçantes, chaleur extrême, chaque année le nombre de personnes affectées par les catastrophes climatiques augmente, tout comme les dommages économiques, sociaux, émotionnels, financiers et écologiques<sup>14</sup>. Si toutes les populations sont touchées par ces catastrophes, il appert que les personnes les plus vulnérables sont souvent celles pour lesquelles, ces événements sont les plus dommageables<sup>15</sup>. En 2022, Santé Canada dévoilait à quel point **les personnes vulnérables sont plus affectées par les changements climatiques** (les personnes âgées, les enfants, les populations racisées, les personnes à faible revenu, les personnes atteintes de problèmes de santé chroniques et les communautés autochtones)<sup>16</sup>. En effet, les groupes populationnels devant faire face aux inégalités structurelles et aux inégalités socio-économiques dans leur quotidien ont un niveau de vulnérabilité plus élevé que le reste de la population<sup>17</sup>.

Une transformation en profondeur de nos systèmes sociétales et de nos comportements, la mise en place de mesures sociales, ainsi que la réalisation d'initiatives citoyennes et communautaires sont déterminantes pour s'assurer un futur viable, durable et sobre<sup>18</sup>. Or, la mise en œuvre de la Stratégie nationale d'adaptation du Canada (2023) ne pourra pas se faire sans **plan local d'intervention d'urgence**.



## QUESTION PRINCIPALE

- Quelles mesures structurantes prévoyez-vous pour soutenir adéquatement les communautés dans leur adaptation et résilience face aux changements climatiques et dans leur préparation aux catastrophes climatiques ?



## QUESTIONS DE RELANCE

- Quelles solutions mettrez-vous en place afin d'atténuer les inégalités sociales vécues par les populations les plus vulnérables aux impacts des changements climatiques et de la crise socio-écologique ?
- Comment envisagez-vous de mesurer la mise en place d'une transition juste ? Quels changements indiqueront que nous tendons vers une transition énergétique qui n'exacerbe pas les inégalités sociales ?

# AGIR SUR LA FINANCE SOCIALE



Dans le cadre du déploiement de la Stratégie canadienne d'innovation sociale et de finance sociale<sup>19</sup> la TNCCDC s'est positionnée en faveur d'une finance « solidaire »<sup>20</sup>. Pour ce faire, il faut s'assurer que les pratiques et les outils financiers incarnent des pratiques qui soient **au service des communautés dans une perspective de transformation sociale**. Il est nécessaire que les outils financiers disponibles ou à créer soient en adéquation avec les besoins et la réalité des organismes communautaires et non pas l'inverse.

Cela nécessite de bien comprendre la réalité des groupes et d'avoir des espaces de dialogues pour mettre en relation organismes communautaires et actrices et acteurs de la finance solidaire. Cela permettrait par la même occasion de réfléchir à **un accompagnement adapté à la réalité des groupes communautaires** et à des outils financiers réellement accessibles.

Par ailleurs, ces outils ou fonds ne doivent **en aucun cas être un prétexte au désengagement de l'État** en matière de financement à la mission globale des organismes communautaires et face à ses prérogatives sociales. Des groupes communautaires forts, financés à la mission à la hauteur de leur besoin, sont capables de formuler des réponses collectives innovantes face aux problèmes sociaux et de participer activement au développement social de leur milieu. La finance solidaire doit donc être considérée comme **un levier financier en matière de financement des projets collectifs** et non comme une solution miracle aux besoins de l'action communautaire autonome.



## QUESTION PRINCIPALE

- Pour que la finance sociale et solidaire atteigne son objectif de soutenir des projets socialement rentables et économiquement viables, quelles stratégies entendez-vous mettre de l'avant afin que les projets soutenus répondent réellement à un besoin dans les communautés ?



## QUESTIONS DE RELANCE

- Comment peut-on s'assurer que les organismes communautaires aient un réel accès à des outils financiers pour des projets collectifs ?
- Que pensez-vous de la possibilité d'avoir des fonds réservés à l'action communautaire autonome qui respectent le fonctionnement de la vie associative et le rythme de la mobilisation citoyenne ?



# AGIR SUR LA CONDITION FÉMININE



Les **liens entre genre et pauvreté** sont largement documentés et les femmes du Canada n'échappent pas à cette corrélation. En 2021, les femmes gagnaient encore 11,1% de moins par heure que les hommes.<sup>21</sup> Cet écart se creuse davantage pour les groupes de femmes marginalisées (femmes autochtones, im.migrantes, mères célibataires, femmes en situation de handicap)<sup>22</sup>. La précarité des emplois et le fait que **les secteurs d'emploi à prédominance féminine sont encore moins bien rémunérés** (le travail du soin notamment est moins valorisé et encore sous-payé)<sup>23</sup> jouent un rôle considérable sur la précarité des femmes.

Par ailleurs, vouloir améliorer les conditions de vie des femmes, c'est inévitablement **lutter également contre les violences faites aux femmes**. Or, entre la dernière élection fédérale et la présente campagne, le nombre de féminicides n'a cessé d'augmenter. En 2022, on parlait de 184 femmes et filles tuées au Canada, soit une hausse de 20% comparativement à l'année précédente. Parmi ces victimes, 36 % étaient des femmes autochtones<sup>24</sup>.

L'inaction et le manque de volonté politique pour mettre fin à ces inégalités et ces violences entraîne des conséquences dramatiques pour les femmes et filles du pays.



## QUESTION PRINCIPALE

- Un des moyens de lutter contre la pauvreté et la précarité des femmes est de réduire les inégalités socioéconomiques entre les genres. Selon vous, quelle politique publique serait susceptible de contribuer à réduire ces inégalités et améliorer les conditions de vie des femmes?



## QUESTIONS DE RELANCE

- Quelles sont les mesures à privilégier ou les actions concrètes à mettre en place pour améliorer les conditions de vie des femmes au pays? Quels sont vos engagements à cet égard?
- Quels seraient les moyens à privilégier pour réduire les inégalités salariales entre les hommes et les femmes dans notre société?
- Chaque année, depuis la pandémie, les féminicides ne cessent d'augmenter au pays. Quels gestes concrets votre gouvernement posera afin de mettre un terme à cette épidémie de violence ?
- Le manque criant de places en garderie a un effet direct sur la possibilité pour les femmes d'être à l'emploi. Quelles seront les mesures qui pourraient être mise en place afin de mettre fin à cette inégalité sociale ?

# AGIR SUR LES PRÉJUGÉS LIÉS À L'IMMIGRATION



Dans le discours politique, l'immigration est souvent présentée comme un bouc émissaire et tend à être réduite à un problème qu'il faut limiter par le biais de seuils fixes. Or, les personnes immigrantes participent activement à la société : elles travaillent, payent des impôts s'impliquent dans leur communauté, leurs enfants fréquentent l'école, et bien plus. Les personnes immigrantes sont une richesse sur le plan économique, social et culturel. De récents sondages montrent que les Québécoises et Québécois sont moins inquiets que les Canadiennes et Canadiens par rapport à l'immigration<sup>25</sup>. De plus, l'Institut du Québec indique que dans le contexte où le Québec connaît un faible taux de natalité et un vieillissement de la population, l'immigration est une clé pour assurer une croissance économique et pour maintenir le poids démographique du Québec dans le Canada<sup>26</sup>. Ces données portent à croire qu'il y a un décalage entre le discours alarmiste de certaines politiciennes et politiciens, par rapport aux perceptions réelles.

Le milieu communautaire est une pierre angulaire en matière d'inclusion sociale et d'immigration. Les organismes sont effectivement présents pour l'accueil des personnes immigrantes, leur intégration au marché de l'emploi, leur francisation, le soutien dans leurs démarches d'immigration et pour la défense de leurs droits. Avec la régionalisation de l'immigration qui progresse, c'est d'ailleurs une réalité bien présente dans le quotidien des organismes même à l'extérieur des grands centres.

Les différents paliers de gouvernements peinent cependant à reconnaître la valeur du travail fait dans le milieu communautaire et le soutien financier pour le travail effectué est rarement à la hauteur des besoins. Qui plus est, les revendications et recommandations des organismes communautaires œuvrant dans ce secteur d'activité sont rarement écoutées. On pense entre autres à la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI) qui a formulé des revendications claires en matière d'immigration, appelant à une vision plus inclusive et respectueuse des droits humains<sup>27</sup>.



## QUESTION PRINCIPALE

- Au-delà des seuils mis de l'avant par votre parti, quelles sont les principales mesures que vous mettez en œuvre afin d'aider à l'intégration et à l'inclusion des personnes immigrantes au sein de notre société ?



## QUESTION DE RELANCE

- De quelle façon prévoyez-vous soutenir les organismes communautaires qui s'impliquent d'une façon ou d'une autre dans l'intégration et l'inclusion des personnes immigrantes au sein de nos communautés ?

# À PROPOS

## LA TNDC

Un réseau composé de  
**70**  
Corporations de  
développement  
communautaire

Une vision locale du  
territoire dans  
**16**  
Régions du Québec

Plus de  
**2800**  
organismes communautaires  
et entreprises  
d'économie  
sociale soutenus

La Table nationale des Corporations de développement communautaire (TNDC) est un réseau national ayant pour mission de regrouper les CDC du Québec et de les soutenir dans leurs objectifs. De plus, elle promeut la place incontournable qu'occupe le mouvement communautaire autonome dans le développement local, et ce, dans une perspective de justice sociale, ainsi que de développement global et durable de notre société.

Regroupant 70 Corporations de développement communautaire (CDC) et rassemblant plus de 2 800 organismes communautaires partout sur le territoire québécois, le réseau et ses membres interviennent dans une multitude de domaines, principalement la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, la santé, l'éducation, l'emploi, la défense des droits ainsi que le logement.

## LES CDC

Les CDC ont pour mission d'assurer la participation active et concertée des organismes membres au développement socioéconomique de leur milieu dans l'optique d'améliorer la qualité de vie des personnes qui y vivent. Les CDC sont des actrices incontournables en matière de développement social et communautaire. Elles offrent des services directs aux organismes communautaires de leur territoire, en plus de développer des projets structurants à vocation sociale en partenariat avec ces organismes, les citoyennes et citoyens ainsi que l'ensemble de la population.

## COORDONNÉES

### POUR LA TNDC

Personnes contacts :

Marie-Line Audet, directrice générale:

dg@tncdc.qc.ca

Marjolaine Cloutier, conseillère stratégique  
conseil@tncdc.qc.ca

Téléphone : 819.840.3373

### POUR LES CDC

Consultez [la liste et les coordonnées des CDC de votre région.](#)

# RÉFÉRENCES

## **Agir sur le logement social et l'itinérance**

1. Société canadienne du logement (2024, janvier). *Le marché de l'habitation : Rapport sur le marché locatif*. SCHL. p. 5. [Rapport sur le marché locatif - Janvier 2024](#)
2. Regroupement des comités de logements et associations de locataires du Québec (2024, juin). *Déménager : Un cauchemar pour les locataires, une occasion de rêve pour les propriétaires*. RCLALQ. p. 4. [https://rclalq.qc.ca/wp-content/uploads/2024/06/Demenager\\_-cauchemar-pour-les-locataires-2024.pdf](https://rclalq.qc.ca/wp-content/uploads/2024/06/Demenager_-cauchemar-pour-les-locataires-2024.pdf)
3. Boucher, Geoffroy (2024, 31 janvier). La crise du logement risque d'exacerber les inégalités au Québec. *Observatoire québécois des inégalités* (Analyse), [consulté le 10 décembre 2024]. <https://observatoiredesinegalites.com/marche-locatif-crise-logement/>.
4. Ministère de la Santé et des Services sociaux (2023). *Dénombrement des personnes en situation d'itinérance visible au Québec. Rapport de l'Exercice du 11 octobre 2022*. Gouvernement du Québec. p. 62. <https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2023/23-846-05W.pdf>
5. Logement, Infrastructure et Collectivités Canada (s.d.). **Plan du Canada sur le logement : Programmes et initiatives**. Gouvernement du Canada (site internet). [Consulté le 10 décembre 2024]. <https://logement-infrastructure.canada.ca/housing-logement/progs-initiatives/index-fra.html>
6. La Confédération québécoise des coopératives d'habitation (2024, 22 octobre). *Lancement du rapport journées d'étude – perspectives internationales sur le logement social et communautaire*. CQCH. [Consulté le 10 décembre 2024]. [Lancement du Rapport Journées d'étude – perspectives internationales sur le logement social et communautaire - CQCH](#)

## **Agir sur l'accessibilité au transport en commun**

7. Paulhiac Scherrer, Florence (2018). *Rapport final : Portrait des disparités en matière de mobilité dans l'agglomération de Montréal. Étude portant sur la caractérisation des inégalités de mobilité quotidienne*. Ville de Montréal et Chaire In.SITU. 121 p.
8. Logement, Infrastructure et Collectivités Canada (s.d.). *Fonds pour le transport en commun du Canada*. Gouvernement du Canada (site internet). [Consulté le 10 décembre 2024]. <https://logement-infrastructure.canada.ca/cptf-ftcc/index-fra.html>
9. Équiterre (2024., 17 juillet). **Réaction au nouveau programme fédéral de financement des transports collectifs**. *Équiterre (Communiqués)*. [Consulté le 10 décembre 2024]. <https://www.equiterre.org/fr/articles/cdp-environmental-groups-transit-advocates-react-to-new-federal-public-transit-program>
10. Trajectoire Québec (s.d.). Communiqué – Élections fédérales : la coalition En mouvement pour le transport collectif fait connaître ses demandes aux partis politiques. Trajectoire Québec (Communiqué de presse). [Consulté le 10 décembre 2024]. <https://trajectoire.quebec/communiqué/communiqué-elections-federales-coalition-en-mouvement-pour-transport-collectif-fait>

11. Coalition nationale pour la tarification sociale en transport (s.d.). Tarif social 101 : *Pour mieux comprendre la tarification sociale du transport en commun*. Coalition nationale pour la tarification sociale en transport. 4 p. <https://transportabordable.org/wp-content/uploads/2019/06/tarif-social-101-brochure-mtpa.pdf>

### **Agir sur la crise socio-écologique**

12. Journet, Paul (2024, 6 octobre). Carboneutralité : êtes-vous sérieux?. La Presse. [Consulté le 11 décembre 2024]. <https://www.lapresse.ca/contexte/2024-10-06/penser-l-ecologie-3-4/carboneutralite-etes-vous-serieux.php>

13. Shields, Alexandre (2024, 8 mai). Le réchauffement planétaire dépassera les 2,5 °C, préviennent les experts du climat. *Le Devoir*. [Consulté le 11 décembre 2024]. <https://www.ledevoir.com/environnement/812523/rechauffement-planetaire-depassera-2-5-c-previennent-experts-climat>

14. Agence France-Presse (2023, 28 février). Le monde pas assez préparé aux catastrophes, déplorent des scientifiques. *La Presse*. [Consulté le 11 décembre 2024]. <https://www.lapresse.ca/actualites/environnement/2023-02-28/crise-climatique/le-monde-pas-assez-prepare-aux-catastrophes-deplorent-des-scientifiques.php>

15. Fillion, Gérald (2019, 3 septembre). Les plus démunis, premières victimes des catastrophes. *ICI Radio-Canada*. [Consulté le 11 décembre 2024]. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1285014/plus-de-munis-vulnerable-premieres-victimes-catastrophes-gerald-fillion>

16. Girard-Bossé, Alice (2022, 10 février). Les personnes vulnérables plus affectées par les changements climatiques. *La Presse*. [Consulté le 11 décembre 2024]. <https://www.lapresse.ca/actualites/sante/2022-02-10/rapport-de-sante-canada/les-personnes-vulnerables-plus-affectees-par-les-changements-climatiques.php>

17. Programme des Nations unies pour le développement (2023, 10 juillet). Le changement climatique est une question de justice – voici pourquoi. *PNUD* (texte explicatif). [Consulté le 11 décembre 2024]. <https://climatepromise.undp.org/fr/news-and-stories/le-changement-climatique-est-une-question-de-justice-voici-pourquoi>

18. Intergovernmental Panel on Climate Change (2023). Climate change 2023: Synthesis report. *IPCC*. Core Writing Team, H. Lee and J. Romero (eds.). p. 95. [https://www.ipcc.ch/report/ar6/syr/downloads/report/IPCC\\_AR6\\_SYR\\_FullVolume.pdf](https://www.ipcc.ch/report/ar6/syr/downloads/report/IPCC_AR6_SYR_FullVolume.pdf)

### **Agir sur la finance sociale**

19. Emploi et Développement social Canada (s.d.). *À propos de la stratégie d'innovation sociale et de finance sociale*. Gouvernement du Canada (site internet). [Consulté le 11 décembre 2024]. <https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/innovation-sociale-finance-sociale.html>

20. Table nationale des Corporations de développement communautaire (2024). *La finance solidaire : Des outils à découvrir pour soutenir l'action collective concertée*. TNCDC. [https://www.tncdc.com/wp-content/uploads/2024/06/La-finance-solidaire\\_2024-VF.pdf](https://www.tncdc.com/wp-content/uploads/2024/06/La-finance-solidaire_2024-VF.pdf)

### **Agir sur la condition féminine**

21. Statistique Canada (2022, 30 mai). *Écart salarial, 1998 à 2021* (publication no14280001). Gouvernement du Canada. 4 p. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/14-28-0001/2020001/article/00003-fra.pdf?st=5na5MbWR>

22. Drolet, Marie et Mandana Mardare Amini (2023, 21 septembre). *Perspective intersectionnelle sur l'écart salarial entre les genres au Canada* (publication no45200002). Gouvernement du Canada, Statistique Canada. 43 p. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/45-20-0002/452000022023002-fra.pdf?st=Y5IpvwGb>

23. Gosselin, Lynda (2021, 14 mai). *La valeur du travail du care sous la loupe de la pandémie*. Gouvernement du Québec, Conseil du statut de la femme. [Consulté le 29 octobre 2024]. <https://csf.gouv.qc.ca/article/publicationsnum/les-femmes-et-la-pandemie/societe/la-valeur-du-travail-du-care-sous-la-loupe-de-la-pandemie/>

24. Observatoire canadien du féminicide pour la justice et la responsabilisation (s.d.). *#CallItFemicide : Understanding sex/gender-related killings of women and girls in Canada, 2018-2022*. CFOJA/OCFJR. <https://femicideincanada.ca/callitfemicide2018-2022.pdf>

### **Agir sur les préjugés liés à l'immigration**

25. Colpron, Suzanne (2024, 20 octobre). Sondage sur l'immigration : Les Québécois sont plus ouverts que les autres Canadiens. *La Presse*. [Consulté le 11 décembre 2024]. <https://www.lapresse.ca/actualites/2024-10-20/sondage-sur-l-immigration/les-quebecois-sont-plus-ouverts-que-les-autres-canadiens.php>

26. I-Assal, Kareem, Daniel Fields, Mia Homsy, Simon Savard et Sonny Scarfone (2019). *Seuils d'immigration au Québec : Analyse des incidences démographiques et économiques*. Institut du Québec. <https://institutduquebec.ca/wp-content/uploads/2019/05/201905-IDQ-SEUILS-IMMIGRATIONS.pdf>

27. Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (2024). Reconnaître l'immigration comme un projet de société inclusive. *TCRI*. <https://tcri.qc.ca/wp-content/uploads/2023/08/Memoire-TCRI-niveaux-dimmigration-2024-2027-VF-14.8.23.pdf>

# **TABLE NATIONALE DES CORPORATIONS DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE**

135 Rue Radisson Bureau 1,  
Trois-Rivières, QC G9A 2C5  
[www.tncdc.com](http://www.tncdc.com)







## **QUESTIONS POUR LES CANDIDAT.E.S**

*Les enjeux prioritaires de la TNCDC  
en vue de l'élection fédérale 2025*

## **TABLES DES MATIÈRES**

<b>AGIR SUR LE LOGEMENT SOCIAL ET L'ITINÉRANCE.....</b>	<b>3</b>
<b>AGIR SUR L'ACCESSIBILITÉ AU TRANSPORT EN COMMUN.....</b>	<b>3</b>
<b>AGIR SUR LA CRISE SOCIO-ÉCOLOGIQUE.....</b>	<b>4</b>
<b>AGIR SUR LA FINANCE SOCIALE.....</b>	<b>4</b>
<b>AGIR SUR LA CONDITION FÉMININE.....</b>	<b>5</b>
<b>AGIR SUR LES PRÉJUGÉS LIÉS À L'IMMIGRATION.....</b>	<b>6</b>

# AGIR SUR LE LOGEMENT SOCIAL ET L'ITINÉRANCE



## QUESTION PRINCIPALE

- Pour faire face à cette crise du logement qui frappe le Québec et le Canada, quelle sera votre stratégie pour agrandir le parc de logement à but non lucratif et ainsi assurer un toit décent et abordable à toutes les canadiennes et tous les canadiens ?



## QUESTIONS DE RELANCE

- Les logements sociaux ne se construiront pas du jour au lendemain. En attendant, quels sont vos engagements en regard de [l'Allocation canadienne pour le logement](#), en termes d'accessibilité pour les locataires, mais aussi en termes d'investissement?
- Dans quelle mesure adhérez-vous à la [Plateforme Votez](#) logement mise de l'avant par l'Alliance canadienne pour mettre fin à l'itinérance ?

# AGIR SUR L'ACCESSIBILITÉ AU TRANSPORT EN COMMUN



## QUESTION PRINCIPALE

- Quels sont les moyens à privilégier afin d'assurer la mobilité de toutes et tous, et particulièrement des personnes les plus vulnérables (les personnes âgées, les plus démunies, les étudiants, les travailleurs précaires), sur l'ensemble du territoire (autant urbain que rural)?



- Quelles seront vos stratégies afin de tendre vers une tarification sociale, pour que le coût du transport collectif ne soit plus un frein à son utilisation?
- De quelle façon concrète votre gouvernement financera les projets territoriaux de transport collectif ?

# AGIR SUR LA CRISE SOCIO-ÉCOLOGIQUE



## QUESTION PRINCIPALE

- Quelles mesures structurantes prévoyez-vous pour soutenir adéquatement les communautés dans leur adaptation et résilience face aux changements climatiques et dans leur préparation aux catastrophes climatiques ?



## QUESTIONS DE RELANCE

- Quelles solutions mettrez-vous en place afin d'atténuer les inégalités sociales vécues par les populations les plus vulnérables aux impacts des changements climatiques et de la crise socio-écologique ?
- Comment envisagez-vous de mesurer la mise en place d'une transition juste ? Quels changements indiqueront que nous tendons vers une transition énergétique qui n'exacerbe pas les inégalités sociales ?

# AGIR SUR LA FINANCE SOCIALE



## QUESTION PRINCIPALE

- Pour que la finance sociale et solidaire atteigne son objectif de soutenir des projets socialement rentables et économiquement viables, quelles stratégies entendez-vous mettre de l'avant afin que les projets soutenus répondent réellement à un besoin dans les communautés ?



- Comment peut-on s'assurer que les organismes communautaires aient un réel accès à des outils financiers pour des projets collectifs ?
- Que pensez-vous de la possibilité d'avoir des fonds réservés à l'action communautaire autonome qui respectent le fonctionnement de la vie associative et le rythme de la mobilisation citoyenne ?

## QUESTION PRINCIPALE



- Un des moyens de lutter contre la pauvreté et la précarité des femmes est de réduire les inégalités socioéconomiques entre les genres. Selon vous, quelle politique publique serait susceptible de contribuer à réduire ces inégalités et améliorer les conditions de vie des femmes?

## QUESTIONS DE RELANCE



- Quelles sont les mesures à privilégier ou les actions concrètes à mettre en place pour améliorer les conditions de vie des femmes au pays? Quels sont vos engagements à cet égard?
- Quels seraient les moyens à privilégier pour réduire les inégalités salariales entre les hommes et les femmes dans notre société?
- Chaque année, depuis la pandémie, les féminicides ne cessent d'augmenter au pays. Quels gestes concrets votre gouvernement posera afin de mettre un terme à cette épidémie de violence ?
- Le manque criant de places en garderie a un effet direct sur la possibilité pour les femmes d'être à l'emploi. Quelles seront les mesures qui pourraient être mise en place afin de mettre fin à cette inégalité sociale ?

# AGIR SUR LES PRÉJUGÉS LIÉS À L'IMMIGRATION



## QUESTION PRINCIPALE

- Au-delà des seuils mis de l'avant par votre parti, quelles sont les principales mesures que vous mettez en œuvre afin d'aider à l'intégration et à l'inclusion des personnes immigrantes au sein de notre société ?



## QUESTIONS DE RELANCE

- De quelle façon prévoyez-vous soutenir les organismes communautaires qui s'impliquent d'une façon ou d'une autre dans l'intégration et l'inclusion des personnes immigrantes au sein de nos communautés?